

Diversité et performances des dispositifs d'appui-conseil aux exploitations agricoles au Nord Cameroun

Bourou Mana,

IRAD Garoua

Wey Joseph,

IRAD, CIRAD, MAE, Garoua

Havard Michel

IRAD, CIRAD, Yaoundé

Résumé

Au Nord-Cameroun, le développement agricole repose encore essentiellement sur un schéma de diffusion linéaire descendant (recherche / vulgarisation / production). Cependant, depuis deux décennies, des programmes de développement mettent en œuvre des opérations d'appui-conseil selon des démarches plus ou moins participatives qui visent à mieux prendre en compte les besoins des producteurs dans un contexte de désengagement de l'Etat et de libéralisation des filières agricoles. Quels résultats et enseignements peut-on tirer de ces programmes ? Pour tenter de répondre à ce questionnement, l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et le Pôle de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale (PRASAC) ont réalisé en 2007 une étude de caractérisation, d'analyse et d'évaluation des activités d'appui-conseil aux producteurs de six programmes et projets de développement du Nord-Cameroun sur les quinze répertoriés. Les cas analysés se répartissent selon trois types de dispositifs : i) Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et Centre d'Education Rurale de Ngong (CERN) comme prestataires privés, ii) Société de Développement du Coton du Cameroun (SODECOTON) et Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA) comme organismes de l'Etat, iii) Association des Producteurs Stockeurs de Céréales (APROSTOC) et la coopérative de producteurs d'oignon de la province du Nord Cameroun (TINGERE) comme organisations paysannes (OP). La théorie des approches de vulgarisation de Van Den Ban et *al.* (1994) et l'analyse du discours ont été les outils d'analyse mobilisés. L'analyse distingue trois types d'approches : i) « descendante » où le producteur applique des recommandations (SODECOTON, PNVRA), ii) « participative » impliquant le producteur dans certaines opérations (SAILD, CERN) et iii) « partenariat » où le producteur participe aux choix des activités organisées (APROSTOC, TINGERE). Ces approches portent surtout sur des sujets techniques, comme la sensibilisation et l'animation (SAILD, CERN, APROSTOC, TINGERE), la formation (SODECOTON, PNVRA), la formation et le suivi-évaluation (SODECOTON). Mais seule la SODECOTON arrive à pérenniser son dispositif d'appui-conseil ; les autres étant balbutiants, voire arrêtés. Les difficultés portent surtout sur les aspects organisationnel et financier des dispositifs. Il en résulte que la mise en œuvre d'activités d'appui-conseil adaptés aux besoins des producteurs, économiquement viables et durables, doit impliquer davantage les producteurs et leurs organisations dans le fonctionnement des dispositifs. Ceci nécessite de renforcer la sensibilisation et les capacités des acteurs impliqués, de mettre en œuvre de « bonnes pratiques » de gestion (financements et activités), de faire participer financièrement les bénéficiaires et enfin de mener des activités de recherche d'accompagnement et de suivi-évaluation des dispositifs.

Mots clés : Appui-conseil, vulgarisation, Nord Cameroun, exploitation agricole.

Abstract

In North Cameroon, agricultural development rests still principally on a linear top down extension scheme (research / extension / production). However, the past two decades, development programmes implement support operations based approaches more or less participatory aimed to better take into account the needs of producers in a context of disengagement of the State and liberalization agricultural sectors. What results and lessons can be learnt from these programs? In an attempt to answer this question, the Institute of Agricultural Research for Development (IRAD) and the centre for Applied Research in the development of Savannah Central Africa (PRASAC) conducted a study in 2007 characterization, analysis and evaluating the activities of support and advice to producers of six development projects and programmes of North Cameroon on the fifteen listed. The cases analyzed are divided into three types of devices: i) "Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement" (SAILD) and "Centre d'Education Rurale de Ngong" (CERN) as private providers, ii) "Société de Développement du Coton du Cameroun" (SODECOTON) and "Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole" (PNVRA) as organisms of the State, iii) "Association des Producteurs Stockeurs de Céréales" (APROSTOC) and "coopérative de producteurs d'oignon de la province du Nord Cameroun" (TINGERE) as farmers' organizations (OP). The theory approaches extension of Van Den Ban and al. (1994) and analysis of the speech were the tools of analysis mobilized. The analysis identifies three types of approaches: i) "top down" where the producer implement recommendations (SODECOTON, PNVRA), ii) "participatory" involving the producer in certain operations (SAILD, CERN) and iii) "partnership" where the producer participates in the choice of activities organized (APROSTOC, TINGERE). These approaches focus on technical subjects, such as sensitisation and animation (SAILD, CERN, APROSTOC, TINGERE), training (SODECOTON, PNVRA), training and follow up-evaluation (SODECOTON). But only the SODECOTON arrives to sustain its support and advice, and others are still nascent, or even arrested. The difficulties focus on organizational and financial aspects of the devices. It follows that the implementation of activities to support and advice adapted to the needs of producers, economically viable and sustainable, must involve more farmers and their organizations in the functioning of the devices. This requires increasing the sensitisation and capacity of those involved, to implement "best practices" management (financing and activities), to participate financially beneficiaries and finally carry out research support and follow up-evaluation of the devices.

Key words: Support and advice, extension, North Cameroon, agricultural farm.

1. Introduction

Le développement agricole au Nord-Cameroun est essentiellement organisé autour de la culture du coton, à l'aide d'un dispositif d'encadrement principalement assuré par la Société de développement du coton (SODECOTON) et le ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) (Legile et al. 2004). Selon Tchala et al. (1994) ce dispositif d'encadrement s'appuie surtout sur le transfert des messages suivant une démarche de vulgarisation « descendante », centrée sur la production du coton. La SODECOTON a joué un rôle moteur dans la diffusion des solutions techniques : fumure minérale, traitements phytosanitaires et traction animale (Kossouma et Havard, 2006). Mais depuis une dizaine d'années, la filière cotonnière traverse des mutations profondes liées à la politique de désengagement de l'Etat, de privatisation et de professionnalisation des producteurs (Djamen et al. 2003), rendues nécessaires par la crise économique et l'application de la politique d'ajustement structurelle agricole (Tchala et al., 1994). Cette politique vise à libéraliser les pratiques de fixation des prix des produits pour favoriser la relance de la production agricole en bénéficiant des gains résultant de la dévaluation du Fcfa intervenue en janvier 1994 (Awono et al., 2002).

Pour accompagner ces mutations, l'état s'engage à favoriser l'émergence des sociétés coopératives et des Groupes d'Intérêt Economique (GIE)¹ qui doivent permettre aux paysans de prendre en charge un certain nombre d'opérations jadis accomplies par les services d'encadrement de l'Etat et les programmes de développement. C'est dans ce contexte que l'Organisation des Producteurs de Coton du Cameroun-Groupement d'Intérêt Economique (OPCC-GIE) fut créée en 2000. Cette faïtière prend progressivement le relais de la Sodécoton dans les fonctions de commercialisation du coton, d'approvisionnement en intrants et d'appui aux groupements de producteurs (Kossoumna et Havard, 2006). Des mouvements similaires de faïtières mais de moindre envergure, sont visibles au niveau d'autres filières de production notamment la filière céréale «APROSTOC» (Association des Producteurs Stockeurs de Céréales du Diamaré) qui a privilégié au départ l'organisation des groupements de stockage avant d'envisager le conseil technique (conduite du sorgho *muskwar*), puis le développement d'un conseil à l'exploitation. Ce mouvement s'étend progressivement à d'autres filières comme la filière oignon « FEPRODEX, TIGNERE », respectivement Fédération des Producteurs d'Oignon de l'Extrême-Nord et Coopérative de producteurs d'oignon de la province du Nord-Cameroun, et la filière bovine « UGICETA, APRESS », respectivement Union des Gics du Comité d'Eradication des Tsé-Tsé de l'Adamaoua et l'Association pour la Promotion des Eleveurs du Sahel.

Parallèlement à ces mouvements, les opérateurs de développement tels que, le SAILD (Service d'Appui aux Initiatives Locales Pour le Développement), l'INADES (Institut Africain pour le Développement Economique et Social), le CERN (Centre d'Education Rural de Ngong), la SNV (Service Néerlandais de Développement), les programmes PNVRA et PSSA respectivement Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole, Programme Spécial de Sécurité Alimentaire et les projets : PRASAC (Pôle de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale) ainsi que les délégations provinciales chargées de l'agriculture et de l'élevage, développent des activités d'appui-conseil aux producteurs et à leurs groupements. Ces activités portent sur la production agricole, la gestion des récoltes, la conduite de l'élevage, la commercialisation des produits agricoles et l'aide à la réalisation des projets des agriculteurs. La similitude entre les approches utilisées par ces structures est de rechercher une plus grande participation des paysans, et de répondre aux besoins et attentes des producteurs. Pour ce faire, différentes démarches sont mises en œuvre avec plus ou moins de succès sur des zones géographiques et des cibles différentes : champs écoles par la FAO, approche projet d'exploitation par les délégations provinciales d'agriculture et de l'élevage, gestion communautaire des céréales par les APROSTOC, conseil aux exploitations familiales agricoles par le PRASAC, etc.

Ces approches prennent en compte le fait que les exploitations agricoles du Nord-Cameroun en majorité de type familial, sont de petites tailles et connaissent des difficultés pour atteindre l'autosuffisance alimentaire (Havard et al. 2000). Selon Legile (1999) et Djoukam (2003), les pratiques de gestion où l'incertitude prédomine sur la prévision, sont peu favorables à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies viables. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le contexte actuel de professionnalisation des producteurs, de désengagement de l'Etat et de compétitivité des filières agricoles, demande que les producteurs se prennent davantage en charge. Cet article se propose d'analyser la diversité des démarches et des performances des expériences d'appui-conseil mises en œuvre au Nord-Cameroun pour en tirer des enseignements en matière de dispositifs adaptés aux besoins des producteurs, économiquement viables et durables.

2. Méthodologie

¹ Grain de sel, N° 34-35 de mars-août 2006. Bilan de la situation des Op au Cameroun par Clobert Tchatat. Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun (MINADER). « Avec la libéralisation des filières agricoles, très rapidement, grâce à la loi de 1992, des milliers d'organisations sont nées (...) ».

2.1. Théorie des approches de vulgarisation

Cette étude s'inscrit dans la théorie des approches de vulgarisation. On entend par approche, un ensemble cohérent de démarches faites dans un but déterminé (Van Den Ban et *al.* 1994) soit une combinaison organisée cohérente de stratégies et de méthodes pour l'exécution de la vulgarisation agricole. La différence entre approche et la combinaison stratégies-méthodes, porte sur le type et le niveau de développement réalisé dans une localité (Haverkort et *al.* 1984). Van Den Ban et *al.* (1994) distinguent trois approches de vulgarisation agricole, qui généralement se côtoient dans une même zone :

- i) l'approche centrée sur l'innovation technique, fait usage des paysans auto-sélectionnés appelés « paysans de démonstration » ou « paysans de contact » ayant un accès facile à la vulgarisation par qui la diffusion d'informations techniques doit se faire ; exemple du système Formation et Visites (F&V), et de la SODECOTON ;
- ii) l'approche centrée sur une catégorie de cible identifie les catégories homogènes de paysans dans le cadre de la recherche-développement ; elle vise la diffusion d'informations centrées sur les besoins spécifiques des cibles ;
- iii) et l'approche par les organisations paysannes auprès des groupes de paysans ayant des ressources et objectifs semblables ; elle vise la mobilisation et l'organisation des paysans au-travers du soutien technique, de formations, de consolidation et de perpétuation des organisations.

2.2. Collecte des données

2.2.1. Inventaire et échantillonnage

L'inventaire des différentes expériences d'appui-conseil a été effectué sur la base des « critères non discriminants » suivants : régime juridique (projet, GIE, OP), type de dispositif rencontré (prestataire privé, Etat, OP), durée (année début, année fin). L'échantillonnage a été fait sur la base des « critères discriminants » : gouvernance (pilotage du dispositif et son fonctionnement), approches d'intervention (encadrement, accompagnement) démarche utilisée (méthodes, outils), phase de fonctionnement (expérimentale, développement), ressources humaines mobilisées (type, nombre) (Mana Bourou, 2007).

2.2.2. Entretiens

Les entretiens ont été menés avec des :

- **responsables** : historique, public cible, aspects institutionnels (partenaires, financements), objectifs et zones d'intervention, activités déployées, programmation des activités (démarches, approches, acteurs ou agents de terrain), résultats (réalisations), difficultés rencontrées, situations actuelles et perspectives d'évolution du dispositif ;
- **acteurs** : profil (niveau), demandes des bénéficiaires (thèmes), méthodes et outils, programmation des activités, difficultés, résultats, statut et rémunération, suivi et appuis ;
- **bénéficiaires** : mise en œuvre des activités, pertinence des actions développées, attentes et résultats.

2.3. Analyse des données

Sur la base des entretiens et des données de la bibliographie, une monographie de chaque cas a été effectuée (Mana Bourou, 2007), plus particulièrement sur les variables clés : historique, objectifs d'intervention, zones d'intervention, programmation des activités et démarche mise en œuvre (méthodes, outils). Cette monographie a permis de mettre en exergue la diversité et la caractérisation des dispositifs correspondant aux différentes situations rencontrées en fonction des informations recueillies : type de structure (projet, ONG, OP), date de mise en œuvre, zones d'intervention, financement du dispositif, activités déployées, approches d'intervention, partenaires, ressources humaines mobilisées, cibles, bénéficiaires (type, nombre), réalisations (résultats), difficultés rencontrées, situation actuelle du dispositif et les perspectives d'évolution.

Puis les différents cas étudiés ont été comparés sur les approches (outils et méthodes) d'intervention, sur les services et activités réalisés et poursuivies, sur le fonctionnement et la gestion des dispositifs, particulièrement le financement.

3. Résultats

3.1. Des expériences d'appui-conseil diversifiées mises en œuvre

Sur les quinze (15) structures (programmes et projets de développement) recensées, les monographies réalisées sur les six cas soulignés ont permis de les caractériser et de faire le point des activités mises en œuvre, et plus particulièrement l'appui-conseil (Mana Bourou, 2007). Elles sont présentées selon les trois types d'opérateurs en charge du dispositif.

♦ Prestataire privé : SAILD, CERN, INADES, SNV, Fermes Ecoles

Le SAILD, statut d'ONG, intervient dans les provinces septentrionales (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua) depuis 1991 en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des producteurs par les activités de stockage des céréales et la promotion des filières agricoles porteuses. Son dispositif est financé par SOS Faim (Belgique, Suisse) et par les bénéficiaires : cotisations pour les indemnités des animateurs relais (AR), charges de stockage de céréales, frais d'adhésion à la fédération dénommée Conseil Régional des Organisations Paysannes de la Partie Septentrionale du Cameroun (CROPSEC). Ses principaux partenaires sont le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC) et les OP. Ses activités sont l'appui au stockage des céréales (greniers communs), la structuration des groupes (OP), l'alphabétisation, le crédit et la diffusion d'innovations (vétérinaires, pépinières), l'appui à la diffusion de certaines filières (petits ruminants, riz, arachide, maïs), et le conseil aux exploitations agricoles (formation, suivi, bilan). Les approches d'intervention mobilisées touchent les groupes (OP, communautés) et les femmes : 450 GIC, 49 unions, soit 6000 individus dont 59% de femmes. Il s'agit de la sensibilisation et l'animation au-travers de réunions, la formation par les démonstrations et le suivi-évaluation. Les ressources humaines de l'antenne de Maroua se composent d'un chef d'antenne, de 4 chefs de programme et de 50 animateurs relais. A son actif, le SAILD a contribué à la mise en place d'une fédération (CROPSEC), de groupements (riz, élevage), de 13 Caisses Mutuelles d'épargne et de Crédit (CMEC), de 12 Mutuelles de Santé (MS), de 15 centres d'alphabétisation, de 20 magasins de stockage de céréales. Les principales difficultés rencontrées sont liées à la trop grande dépendance des financements extérieurs aléatoires, à la difficile prise en charge des AR par les groupes, à une gestion non transparente (greniers, CMEC) et son corollaire (épuisement des fonds de roulement), un taux de recouvrement des crédits faible et un niveau insuffisant des AR. Ces difficultés se traduisent par un fonctionnement aléatoire et une réduction des activités (arrêt de la filière riz), la réduction des zones d'intervention à Lagdo (Nord) et Mbang-Mboum (Adamaoua), la

diminution des effectifs de techniciens (2/3) et l'autonomisation du CROPSEC. Le SAILD Maroua est à la recherche de partenaires pour relancer les activités arrêtées.

Le CERN, statut d'ONG d'obédience religieuse, a été créé en 1992, et intervient dans la province du Nord (localités de Ngong et Lagdo) par les activités de formation et l'appui au développement des populations rurales. Il est financé par une Eglise dénommée Comité diocésain des Activités Sociales et Caritatives (CODASC), les cotisations pour indemnité des AR, les charges de stockage de céréales, et les frais d'adhésion à la Fédération des Groupements Paysans Autonomes de la Bénoué (FGPAB). PARFAR (Projet d'Amélioration des Revenues Familiales Agricoles et Rurales), FIMAC (Financements des Micro-Réalizations Agricoles et Communautaires) sont les principaux partenaires. Ses activités portent sur le conseil aux exploitations agricoles (formation, suivi, évaluation), l'appui au stockage des céréales (greniers communs), les crédits de campagne, le financement de micros projets, la structuration des groupes (OP), la valorisation de la femme (genre), les champs communautaires. Les bénéficiaires sont les OP, les paysans individuels et les femmes : 48 GIC, 6 unions, 500 membres dont 40% de femmes. Ses méthodes et outils d'intervention sont les enquêtes pour recueillir les besoins des paysans, la sensibilisation de groupe par des réunions, la formation de groupe par des démonstrations, l'animation de groupe par la méthode GRAPP (Groupe de Recherche à l'Autopromotion des Producteurs), le suivi-évaluation individuel des activités, et les voyages d'échanges (échanges d'expériences). La création du Programme diocésain de développement Rural (PDDR) se traduit par le passage de l'animation de groupe à l'appui-conseil aux exploitations agricoles. Ses ressources humaines comprennent 1 coordinateur, 9 animateurs CERN, 48 animateurs relais (AR). Les principaux résultats sont la mise en place d'une fédération (FGPAB), la création du PDDR, l'installation de 3 magasins de stockage des céréales. Les difficultés rencontrées sont le recouvrement difficile des crédits, les faibles cotisations pour la prise en charge des AR par les groupes, la gestion non transparente des fonds disponibles, l'instabilité des groupes de paysans (migration, mésentente) qui ne permet pas de bien capitaliser les acquis des actions des sensibilisations et formations, et le niveau insuffisant des AR. Le CERN est en cours d'évolution. On parle maintenant de FGPAB et du PDDR, (GIE en restructuration et en recherche de partenaires).

♦ **Organisme d'Etat : SODECOTON, PNVRA, PSSA, PRASAC, Délégations (MINADER, MINEPIA)**

La SODECOTON, créée en 1974 intervient dans la zone cotonnière des provinces du Nord et de l'Extrême-Nord Cameroun pour l'accroissement de la production de coton de qualité et des cultures qui entrent en rotation avec le coton. Elle est financée par la vente du coton, et les prélèvements sur le coton vendu par les producteurs. Elle assure l'encadrement de la production de coton graine, la commercialisation du coton fibre, les crédits campagne (caution solidaire) et la structuration des groupements de producteurs (GP). Ses activités touchent 1900 GIC, soit 370 000 producteurs. Ses méthodes d'intervention sont l'alphabétisation, la diffusion technique sur coton auprès des cercles de caution, la diffusion d'innovations (vétérinaires, semences coton et vivriers), le conseil aux exploitations agricoles (formation, suivi, évaluation), la sensibilisation et l'animation de groupes par des réunions, la formation de groupe par des démonstrations, le suivi-évaluation des activités. Ses partenaires sont l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Organisation des Producteurs de Coton du Cameroun (OPCC). L'appui à la production est assuré par la Direction de la production agricole : 1 Directeur, 9 Chefs de Région (CDR), 110 Chefs de Secteur (CDS), 250 Chefs de Zone (CDZ). Le personnel d'appui de l'OPCC se compose d'un directeur technique, de 92 Animateurs (ASO), 16 contrôleurs. Des résultats importants ont été obtenus depuis 50 ans : augmentation de la production et des rendements en coton, maîtrise de la culture par les paysans, contribution à la responsabilisation des producteurs par la création de l'OPCC, et à l'évolution des GIC vers une autonomie de plus en plus grande. Les principales difficultés rencontrées portent sur la crise actuelle de la filière qui se

traduit par une baisse des prix d'achat au producteur, une baisse de la production, des difficultés pour quelques GIC à honorer leurs engagements financiers vis-à-vis de la SODECOTON, et une baisse de l'utilisation des intrants. La situation actuelle se caractérise par un fonctionnement aléatoire de l'activité intrants et production de coton : désengagement de l'activité intrants (transfert à l'OPCC), baisse sensible des rendements de coton (en dessous de 1000 kg / hectare), prix intrants élevés, prix coton en baisse, réduction des doses d'application de la fumure minérale (demi dose), épuisement des fonds de garantie. Face à cela, la SODECOTON se recentre sur les groupements qui fonctionnent mieux, revoie progressivement ses approches d'appui à la production agricole en expérimentant depuis 2004 une démarche d'aide à la décision participative, le conseil à l'exploitation familiale agricole (CEF) et cherche à diversifier les cultures en rotation avec le coton comme solutions à la filière en crise (soja, tournesol).

Le PNRVA, programme du ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) a été financé dans la partie septentrionale par l'Etat, BAD (Banque Africaine de Développement), BM (Banque Mondiale) de 1988 à 1998 pour la première phase et de 2000 à 2004 pour la deuxième phase, puis par les fonds PPTE depuis 2005. Fonds International de Développement pour l'Agriculture (FIDA) et "International Development Association" (IDA), en sont les principaux partenaires depuis la fin des financements par la Banque Mondiale en 2004. Ses activités sont la diffusion technique auprès des groupes de contact, la formation agricole, les visites de groupes de contact, la structuration des groupes, les micros projets de production. Ses cibles sont les paysans des groupes de contacts, les OP de production : 287 OP de production en 2006 et 425 en 2007 dans la province du Nord. Son approche est le « Training and Visit ». Elle passe par la sensibilisation de groupes par des réunions, les formations et Visites par les unités de démonstration (groupes de contact), l'animation de groupe par des réunions, le suivi-évaluation individuel des activités. Ses ressources humaines pour la province du Nord sont le superviseur régional (SR), 5 techniciens spécialisés (TS), 5 superviseurs de secteurs (SS), et 146 agents de vulgarisation de zone (AVZ). Les principaux résultats sont le financement de microprojets de production, la mise en place d'OP de production, la maîtrise des systèmes de culture (densité, variétés, semi, conservation) par les paysans. Les principales difficultés sont la trop forte dépendance des financements extérieurs, rendant problématique la continuité des actions, la prolifération des OP « fictives » liées à l'espoir d'obtenir un financement (augmentation de 50% entre 2006 et 2007), un programme rigide et des thèmes prédéfinis ne répondant pas bien aux préoccupations de nombreux paysans et le manque d'AVZ (46 pour les 146 zones définies dans la province du Nord). La situation actuelle est caractérisée par un fonctionnement aléatoire des activités, l'arrêt des financements de la Banque Mondiale, du FIDA et de IDA en 2004, et le passage à une approche plus participative (diagnostic participatif, microprojets de production subventionnés à 20% comme apports internes) rendu délicat par le manque de ressources humaines compétentes.

♦ **Organisation paysanne : APROSTOC, TIGNERE, FEPRODEX, UGICETA, APESS**

APROSTOC, statut d'OP intervient dans la province de l'Extrême Nord comme association de producteurs et stockeurs de céréales (membres des GIC coton). L'association étend ses activités sur quatre départements notamment le Diamaré, le Mayo Sava, le Mayo Kani et le Mayo Danay. Sa mise en œuvre en 1997 vise l'activité de stockage des céréales par les producteurs de muskwari (sorgho de décrue) de façon à pouvoir différer la vente de leur production et tirer des avantages financiers plus importants afin d'envisager la conduite culturale. Son dispositif est financé par l'AFD et les GIC coton. Une participation financière des bénéficiaires est envisagée par des cotisations pour les indemnités des conseillers paysans (CP), des charges de stockage, des frais d'adhésion à l'APROSTOC et des contrats d'appui technique sur la gestion de l'enherbement avec le projet Eau Sol Arbre (ESA). Les principaux partenaires sont le Développement Paysannal et Gestion des Terroirs (DPGT), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), le projet ESA, le crédit du sahel, le GIE TERDEL

(Territoire et Développement Local) et les GIC coton. Ses activités portent principalement sur le stockage (greniers communs) et la production des céréales (sorgho de décrue, riz), la diffusion technique, la structuration des groupes, l'alphabétisation, l'octroi des fonds de roulements de stockage, les crédits (céréales) et le conseil aux exploitations agricoles (formation, suivi, évaluation). Par ses méthodes d'intervention orientées sur la sensibilisation et l'animation de groupe par des réunions et des projections, la formation de groupe par des démonstrations et le suivi-évaluation individuel des activités ; l'association faîtière a accompagné la création de 9 autres APROSTOC où adhèrent environ 52 000 membres individuels répartis dans 220 groupements de stockeurs et 40 groupements de producteurs. Les ressources humaines se composent de 3 animateurs ESA (techniciens muskwari), 9 APROSTOC et 8 conseillers paysans (CP). Les principaux résultats portent sur la maîtrise de la gestion des greniers communs (stockage, déstockage), la maîtrise des références techniques de sorgho, la maîtrise de l'enherbement, la valorisation des *kare* (sols argileux hydromorphes) en saison des pluies par la double culture (riz, sorgho) et la mise en place de 60 magasins de stockage. Les financements extérieurs aléatoires (AFD), la gestion non transparente des finances, le niveau bas des CP, la fluctuation des prix des céréales et le faible taux de recouvrement de crédits (céréales) sont les principales difficultés auxquelles la structure fait face. Elles se traduisent par un dysfonctionnement entre les APROSTOC et les groupements cotonniers avec pour corollaires : l'arrêt de toutes les activités au sein des 9 APROSTOC, l'arrêt des contrats de partenariat avec les structures d'appui, notamment ESA pour l'appui technique et TERDEL pour l'appui au stockage (formation des agents), des dysfonctionnements entre les APROSTOC et les groupements cotonniers à honorer la prise en charge des CP et le financement des activités (greniers communs, appui technique). Depuis 2004, l'OPCC expérimente l'activité de stockage avec quelques groupements cotonniers.

TIGNERE est une OP intervenant, depuis 1997, dans la province du Nord comme coopérative de producteurs d'oignon. Elle vise une meilleure compréhension des circuits de commercialisation par les producteurs qui financent eux même le dispositif faces aux commerçants solidaires. Dans la province, la coopérative intervient dans deux bassins de production qui sont la Benoué (Garoua, Lagdo, Pitoa) et le Mayo Louti (Guider, Figuil). L'OP a pour principaux partenaires : PDEA (Projet de Diversification des Exportations Agricoles), AGROCOM (Association interprofessionnelle Agriculture Agro-industrie- Communication), ACDI (Agence Canadienne pour le Développement Industriel), AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès) et les GIC de producteurs. Les activités portent principalement sur la commercialisation collective de l'oignon afin d'envisager la production et la diffusion des innovations techniques (variétés, intrants) en passant par l'organisation des producteurs en GIC et la formation des producteurs sur les itinéraires techniques orientés sur la production et la conservation de l'oignon. Environ 1200 producteurs sont membres de la coopérative répartis dans 5 unions de 8 GIC. Ses méthodes d'intervention sont la sensibilisation de groupe par des réunions, la formation de groupe par des démonstrations, l'animation de groupe par la méthode GRAAP et le suivi-évaluation individuel des activités. Les ressources humaines se composent du bureau exécutif et des services d'appui technique qui sont le club d'encadrement technique et les commissions spécifiques (production, commercialisation, financière). La construction de 2 centres de collectes financée par l'ACDI, la connaissance des circuits locaux et régionaux de commercialisation ainsi que la maîtrise des références techniques sur l'oignon (production, stockage) sont les principales réalisations. Cependant la coopérative rencontre d'énormes difficultés notamment au niveau de la production (difficultés d'irrigation) et au niveau de la commercialisation (conservation, transport, fluctuation des prix). Ces principales difficultés se traduisent par l'arrêt de la commercialisation collective de l'oignon et pour corollaires des centres de collectes non encore opérationnels, une intervention aléatoire des services d'appui techniques, une faible adhésion des producteurs à la coopérative et le retrait des partenaires. Seule l'AFVP poursuit actuellement la collaboration avec la coopérative par des financements aléatoires.

3.2. Diversité des approches de programmation d'activités et des services déployés

La diversité des expériences d'appui-conseil fait apparaître trois types d'approches de programmation des activités : « participatif » (SAILD, CERN), « descendant » (PNVRA, SODECOTON) et le « partenariat » (APROSTOC, TIGNERE) et deux types de services immatériels (approches d'intervention) : i) encadrement ou diffusion des messages techniques par le PNVRA et la SODECOTON, ii) accompagnement ou dialogue avec les paysans par le SAILD et le CERN, APROSTOC et TIGNERE assurent la diffusion technique auprès des producteurs dans un schéma de concertation (dialogue, conseil). En fonction de la programmation, chaque structure appuie les paysans en développant des sujets techniques, notamment la sensibilisation et l'animation (SAILD, CERN, APROSTOC, TIGNERE), la formation (SODECOTON, PNVRA), la formation et le suivi-évaluation des activités (SODECOTON).

La programmation « participative » signifie que les paysans sont consultés sur la définition des priorités (objectifs d'intervention) mais ne décident pas des protocoles et des méthodes d'intervention. Avec la programmation « descendante », le paysan n'est pas consulté du tout dans la définition des objectifs d'intervention encore moins sur les protocoles d'exécution (sensibilisation et animation faibles). L'approche actuelle développée par le PNVRA est en évolution lente vers une démarche plus participative. En effet pour remédier aux insuffisances du système « Training and Visit », la programmation se construit dans un schéma de participation du paysan dans la définition des priorités. En ce sens, lors du diagnostic participatif de l'exploitation agricole, le producteur est consulté sur ses préoccupations réelles. Dans le « partenariat », le point de vue des paysans est pris en compte dans la définition des objectifs, des protocoles, et la réalisation des activités.

Les structures proposent aussi des services matériels : SAILD et CERN appuient la création de « greniers communautaires » réalisés systématiquement au sein des organisations paysannes : CROPSEC (Conseil Régional des Organisations Paysannes de la Partie Septentrionale du Cameroun) par le SAILD et FGPA (Fédération des Groupements Paysans Autonomes de la Bénoué) par le CERN. Le SAILD encadre 450 associations réparties dans 49 unions et 48 groupements répartis dans 6 unions pour le CERN. Pour faciliter l'installation des cultures par les paysans, le CERN assure les activités de formation et d'appui au développement des populations rurales. A cet effet, la structure encourage le regroupement des paysans qui bénéficient des micros crédits de campagne. Cependant le recouvrement des crédits est alors nettement insuffisant pour permettre la poursuite de l'opération. La SODECOTON par son approche intégrée fournit auprès de 1900 groupements de producteurs les crédits de campagne (intrants) et s'occupe de la collecte et de la commercialisation du coton. Depuis 2000, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation du coton sont en cours de transfert à l'OPCC. APROSTOC et TIGNERE appuient respectivement la gestion communautaire des céréales par les groupements (220 OP stockeurs, 40 OP producteurs) et la commercialisation collective de l'oignon par les producteurs (8 OP, 5 unions).

3.3. Fragilité et crise des dispositifs d'appui-conseil sur financements extérieurs

Le fonctionnement actuel des activités dans les structures étudiées fait apparaître de nombreux dysfonctionnements des dispositifs d'appui-conseil :

- ♦ PNVRA, APROSTOC et TIGNERE assurent irrégulièrement leurs services aux producteurs, PNVRA et TIGNERE apportent un appui à la légalisation des groupements, APROSTOC se limite à la production céréalière ;

- ♦ SAILD et CERN maintiennent certains services et en abandonnent d'autres ; les activités au SAILD et au CERN se limitent à la structuration, l'organisation et le fonctionnement des groupes, et aussi le stockage de sécurité pour le SAILD ;
- ♦ et SODECOTON maintient l'ensemble de ses services à un grand nombre de groupements de producteurs, non sans difficultés.

Le financement des dispositifs concerne la prise en charge des agents chargés de la mise en œuvre des services (rémunération des agents) et le fonctionnement de la structure, mais aussi dans certains cas l'appui à la mise en œuvre des services comme le crédit, le stockage des céréales. Dans cinq des six cas étudiés, les financements du dispositif reposent essentiellement sur les financements extérieurs. Seule la SODECOTON finance son dispositif par les prélèvements sur la vente du coton. Dans le cadre du PNVRA, la Banque Mondiale a financé un dispositif dans l'objectif d'introduire un système de vulgarisation qui a donné des résultats probants en Asie. Dans chaque cas, l'arrêt du financement s'est traduit par l'interruption du programme, les financements de l'Etat n'étant pas suffisants pour prendre le relais. La coopérative TIGNERE a bénéficié de la part de la coopération Canadienne de deux centres de collecte (magasins de stockage) pour réaliser l'activité de commercialisation collective de l'oignon. A la suspension des financements extérieurs, ces magasins sont restés fermés en attendant un relais par d'autres sources de financement extérieur (Etat, bailleurs, ONG), les apports des membres s'annoncent insuffisants. Le SAILD avait bénéficié de l'appui financier de la FAO pour conduire les activités de la filière riz autour du barrage de Lagdo. Dès l'arrêt de son financement, ces activités ont été complètement arrêtées.

3.4. Participation des bénéficiaires et gestion des financements : des points faibles à la pérennisation des dispositifs

La participation financière des bénéficiaires dans les financements des dispositifs est en relation directe avec les services déployés. Elle est variable selon les opérateurs étudiés excepté le PNVRA promu et financé entièrement par la Banque Mondiale et le gouvernement pour les salaires des agents. Cette participation financière se traduit soit par des prélèvements soit par une contribution annuelle. Les frais de contribution annuelle s'élèvent à 3000 Fcfa par membre (CERN, SAILD) et 30 000 Fcfa par groupement cotonnier (APROSTOC). Les prélèvements s'élèvent à 10 000 Fcfa par quart d'hectare de parcelle d'oignon (TIGNERE) et des compléments au prix d'achat à la SODECOTON, variables selon les années (10 à 40 Fcfa /kg de coton fibre). En pratique, seule la SODECOTON réussit à concrétiser la participation financière des producteurs à hauteur suffisante pour couvrir les dépenses et pérenniser le financement. Dans les autres cas, cette contribution est insuffisante pour assurer la pérennisation et repose essentiellement sur des financements extérieurs aléatoires. Ceci corrobore le constat des participants aux actes de l'atelier de Bohicon (Bénin) en novembre 2001, qui estiment que plus de 80% du coût de l'appui-conseil est assuré par des financements extérieurs et la prise en charge annuelle d'un conseiller varie de 60 000 à 120 000 Fcfa (Faure et al. 2004).

Lors de nos entretiens, la gestion non transparente des finances, a été relevée comme l'une des raisons explicatives de l'arrêt des activités au sein des structures étudiées (APROSTOC), comme d'ailleurs pour les structures impliquées dans les crédits aux producteurs (CERN) où les faibles taux de remboursement des crédits ont provoqué des tensions financières et précipité la suspension des activités. Ces exemples montrent que la gestion de services rémunérateurs, comme le stockage des céréales, présente des risques qui n'ont pas été pris en compte au départ. Ceci a été à l'origine de l'arrêt du stockage des céréales par le SAILD et les APROSTOC dès la première année où les prix à la période de soudure ont été inférieurs à ceux à la récolte. Ils font aussi ressortir des dysfonctionnements dans la gestion des activités rémunératrices, du ressort des responsables (suivis

insuffisants, détournements), mais aussi des producteurs (non remboursement des crédits, non respect des engagements) qui sont en partie dus à une implication et une responsabilisation insuffisantes des acteurs à tous les niveaux, et aussi à des capacités insuffisantes des responsables dans la gestion de ces activités.

4. Discussion

4.1. Evolution lente d'une démarche directive vers une participation progressive des producteurs : une question de statut, de compétence et d'identité des acteurs

Au Nord-Cameroun, comme le soulignent Legile et *al.* (2004), les démarches d'appui aux producteurs, principalement la SODECOTON et le PNVRA, évoluent lentement et avec difficulté du « directif » au « participatif ». Cette lenteur s'explique entre autres par des comportements traditionnels fortement ancrés dans les sociétés nord-camerounaises où les relations entre individus sont majoritairement appréhendées par l'autorité d'un chef sur un subordonné. Dans le domaine professionnel, cette organisation pyramidale avec le paysan en bout de chaîne, simple exécutant des consignes reçues, conforte cet état de fait au même titre que la perception de l'agriculture, activité subie et non choisie. Et la forte proportion de paysans analphabètes amplifie ce phénomène qui empiriquement place le savoir du producteur en aval de celui du vulgarisateur. Mais depuis quelques années, le PNVRA et la SODECOTON expérimentent des démarches participatives d'appui aux producteurs : l'approche projet pour le PNVRA, et le conseil à l'exploitation familiale (CEF) pour la SODECOTON. Cependant, comme le rapportent Legile et *al.* (2004) leurs agents de vulgarisation : chefs de zone (CDZ) pour la SODECOTON, agents de vulgarisation de la zone (AVZ) pour le PNVRA ; rencontrent des difficultés à passer de l'encadrement (faire appliquer des messages techniques) à l'accompagnement ou conseil (dialoguer avec les producteurs). Ceci pose les questions de compétence, de statut et d'identité des conseillers, car c'est bien sur eux que repose la qualité du travail réalisé. Comme le disait déjà Chombart de Lauwe en 1969 à propos des conseillers de gestion : *« que de qualités sont nécessaires (...) où trouver des hommes possédant toutes ces aptitudes ? La plus grande difficulté sera du côté des hommes, non pas des agriculteurs (...) mais des vulgarisateurs »*.

4.2. Le financement : cœur de la pérennisation des dispositifs d'appui-conseil

Comme pour la majorité des expériences d'appui-conseil en Afrique Sub Saharienne (Havard et *al.* 2006), la principale raison avancée pour la durabilité des dispositifs est la pérennisation des financements (SAILD, PNRVA, APROSTOC, TIGNERE), le niveau bas et le déficit marquant des acteurs : animateurs relais (AR), conseillers paysans (CP), agent de vulgarisation de zone (AVZ) mais aussi celui des paysans. Ceci corrobore le constat de Tchouamo et Steele (1997) dans une étude d'impact du PNVRA effectuée à l'Ouest du Cameroun où ils notent que seulement 30% de paysans étaient en contact avec le vulgarisateur. De même, sur les 140 zones définies dans le Nord-Cameroun, 110 sont occupées par un agent (Legile, 1999). Seule la SODECOTON assure le financement de son dispositif d'appui intégré dans le prix du coton. Au Mali, Havard et *al.* (2006) rapportent que le choix des acteurs institutionnels pour le pilotage des actions apparaît fondamental afin que l'appui-conseil ne s'interrompe pas à la fin du financement des projets. L'appropriation institutionnelle par les acteurs semble être l'enjeu le plus important pour la pérennisation des dispositifs. Ceux qui financent décident du contenu et de la méthode, donc orientent le choix des outils appropriés.

4.3. Renforcer la capacité des acteurs des dispositifs d'appui-conseil

Un frein important à la mise en œuvre de ces démarches participatives est le fort taux d'analphabétisme. Dans de trop nombreux cas, le nombre de lettrés est insuffisant pour assurer les fonctions des bureaux des groupements de producteurs. Comment dans ces

situations arriver à une gestion transparente des groupements, les membres n'étant pas en mesure de contrôler les activités du bureau.

Dans les structures privées (CERN, SAILD) tout comme les organisations de producteurs (APROSTOC, TIGNERE), la gestion des activités de stockage et de commercialisation des produits (oignons et céréales) et de micro crédit a été défailante au niveau de la conception du programme (stockage spéculatif des céréales), de l'implication des acteurs, et plus particulièrement des producteurs, ainsi que de la gestion des activités par les opérateurs concernés. Globalement, l'activité de gestion des céréales en particulier la gestion spéculative comporte des risques importants liés notamment à la fluctuation des cours ou aux mauvais payeurs : le maintien des fonds de roulement est une condition impérative pour permettre la pérennisation de ces activités. C'est ainsi qu'en période de bonne récolte, les prix chutent sur les marchés et les céréales sont vendues à crédit, les remboursements ne suivent pas toujours. Cette situation est la principale cause, mais pas la seule, de l'arrêt de l'activité stockage au SAILD en 1996, à l'APROSTOC en 2000 et au CERN en 2004.

Le cas spécifique des APROSTOC s'articule autour de l'antagonisme entre GIC coton et les APROSTOC. On peut ainsi douter des motivations initiales des groupements engagés dans cette activité, comme le signale un agent de développement dans le Mayo-Danaï (Extrême-Nord Cameroun): « *la tendance à faire partie d'un groupement s'explique par l'espoir d'obtenir du sorgho à crédit ou moins cher* », avec l'intention inavouée de ne rien avoir à rembourser (Toukrou, 1996). Au CERN, le recouvrement des crédits de campagne a été confronté à l'instabilité des populations essentiellement constituées des migrants. La coopérative TIGNERE a rencontré des difficultés dans la commercialisation de l'oignon. Activité qui comporte des risques liés à la conservation (pourriture) et au transport (pertes dues à l'écrasement) et qui fragilise la confiance entre les producteurs et la coopérative. En effet, un tri systématique est nécessaire mais réduit le stock du producteur, et élève le compte d'exploitation à la coopérative.

Là encore, on peut se poser la même question que dans d'autres situations d'Afrique de l'Ouest (Havard et al. 2006) : les organisations de producteurs existantes ont-elles la capacité à prendre en charge tout ou partie des activités d'appui-conseil ou du moins leur pilotage et leur coordination. Pour inverser la tendance actuelle, il est nécessaire de lancer un programme de formation des professionnels (diversité des démarches d'appui-conseil, fonctionnement et organisation d'un dispositif de conseil) qui est un des objectifs du Centre Régional d'Appui à la Professionnalisation Agropastorale (CRPA) créé en 2007 à Garoua. Cette vision permettra de s'intéresser aux questions de financement et de participation des producteurs, bref l'aspect pérennisation des dispositifs.

5. CONCLUSION

Les expériences analysées confirment la diversité des dispositifs et des démarches d'appui-conseil au Nord-Cameroun, caractérisées par le désengagement de l'Etat et l'émergence de nouveaux acteurs (privés et OP), et une évolution continue vers les approches participatives et partenariales. Globalement, elles montrent la fragilité et la situation de crise des dispositifs dont la majorité des financements sont extérieurs, une sensibilisation et une responsabilisation insuffisante des bénéficiaires, et une gestion approximative et peu transparente accentuant encore les difficultés de financement des dispositifs. Il s'en suit un fonctionnement aléatoire des dispositifs, l'arrêt de certaines activités. Seule, la SODECOTON continue à financer et assurer l'ensemble de ses différents services, mais en rendant plus difficiles leur accès.

Cette analyse renforce ce qui est observé dans d'autres situations (Havard et al. 2006): i) des difficultés pour financer durablement les dispositifs, les finances publiques ne le permettant plus, ii) des méthodes et outils d'appui-conseil remis en cause car les besoins et

les attentes des producteurs évoluent rapidement avec les changements de leur environnement socio-économique, iii) des expériences de renouvellement des approches d'appui-conseil sont mises en œuvre mais sur des zones limitées et sur des courtes périodes, le plus souvent sur financement extérieur, et rarement coordonnées entre elles.

Dans le contexte actuel où de nouveaux acteurs émergent, la pérennisation et l'adaptation des dispositifs d'appui-conseil aux besoins et attentes des producteurs restent posées et nécessitent l'implication et la contribution de tous les acteurs concernés :

- ♦ l'Etat doit développer les actions de formation des paysans (éducation de base, alphabétisation, formation professionnelle), préalable indispensable à toute action de développement durable, et particulièrement pour leur permettre de prendre en charge la gestion des groupements de producteurs, et mettre en œuvre des activités d'appui-conseil par les OP ;
- ♦ la réflexion en cours sur l'appui-conseil au sens large doit être accentuée, et coordonnée au niveau régional (création d'un comité régional de l'appui-conseil par exemple). Qui pour présider ce comité : les représentants des paysans. Qui pour en assurer le secrétariat : le CRPA (Centre Régional d'Appui à la Professionnalisation Agropastorale) mis en œuvre en 2007 au Nord-Cameroun ;
- ♦ l'appui-conseil n'est plus seulement l'affaire de l'Etat et des services publics ; les OP, les Chambres d'Agriculture ont un rôle à jouer (facilitateurs, voir maîtres d'œuvre) en contribuant à la conception, la mise en œuvre, au financement et au suivi-évaluation des activités programmées ;
- ♦ les OP doivent bien faire la différence entre les fonctions économiques, sociales et techniques ; cette différenciation doit se traduire par la création d'organisations spécialisées ou, par la mise en place des commissions spécialisées au sein d'organisations poursuivant des objectifs plus larges ;
- ♦ les recherches d'accompagnement sur l'appui-conseil sont indispensables pour i) élaborer et actualiser les diagnostics et les références sur les exploitations agricoles, ii) élaborer et faire évoluer les démarches d'appui-conseil, autant pour les exploitations agricoles que pour les groupements de producteurs, iii) participer à l'évaluation des impacts de l'appui-conseil ; ce besoin de connaître les impacts est fortement ressenti par les bailleurs de fonds.

Références bibliographiques

Awono, B.C., Djamén, N.P., Kemtsop, T.G.A., Dongmo, N. A.L., Wambo, Y.A.H. (2002). Actes du Colloque, 28-31 mai 2002, Garoua (Cameroun), N'Djamena (Tchad). Face à de nouveaux défis, un service pour appuyer les opérations de développement local en zones de savanes du Nord-Cameroun. In : Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Jamin, J.Y., Seiny Boukar, L., Floret, C., (éds. Sc). Garoua : PRASAC, 8 p.

Djamén, N.P., Djonnéwa, A., Havard, M., Legile, A. (2003). Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision. *Cahiers Agricultures* ; 12(4): 241 – 245

Djoukam, D.A.N. (2003). Etude du conseil adapté à la gestion des exploitations familiales dans les filières cotonnières d'Afrique Francophone. Cas du Cameroun. Mémoire de Maîtrise en Economie de Gestion. Faculté de Gestion : Université Catholique Yaoundé, Cameroun, 76 p.

Faure, G., Dugué, P., Beauval, V. (2004). Actes de l'atelier sur le conseil de gestion aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, Bohicon (Bénin), 19-23 novembre

2001. Conseil à l'exploitations familiale : Expérience en Afrique de l'Ouest et du Centre. Version avril 2004. Saint-Etienne: Dumas-Titoulet Imprimeurs, 127 p.

Havard, M., Djonnéwa, A., Djamen, N.P., Kénikou, C. (2000). Conseil de gestion aux exploitations agricoles. In : Rapport d'activité 2000-2001 : section intensification et diversification. Maroua : PRASAC, p. 1-4

Havard, M., Coulibaly, Y., Dugué, P. (2006). Etude de capitalisation sur les expériences de conseil agricole au Mali. Montpellier, France: CIRAD, 99 p.

Haverkort, B., Röling, N. (1984). Six Rural Extension Approaches. Paper for International Seminar on Strategies for Rural Extension: Wageningen, International Agricultural Centre. "volet Fonsébougou" (1977-1987). Bamako, Mali : IER.

Kossoumna Liba'a, N., Havard, M. (2006). Mutation de la filière cotonnière dans les Provinces septentrionales du Cameroun : perception et stratégies paysannes. *Cahiers de géographie du Québec*. 50: 65-82.

Legile, A. (1999). De l'analyse des pratiques de gestion, à la proposition d'outils d'aide à la décision : étude sur les exploitations agricoles du Nord-Cameroun. Mémoire d'Ingénieur d'Agronomie. ENESAD, Dijon, 96 p.

Legile, A., Havard, M., Djamen, N.P., Daouda, O. (2004). Journées Olivier de Serres-2004, les entretiens du Pradel « Agronomes et Innovation ». De l'encadrement au conseil à l'exploitation : (r) évolution des pratiques d'appui aux agriculteurs du Nord-Cameroun. 3^e édition. Montpellier : CIRAD, 13 p.

Mana Bourou (2007). Analyse comparative des expériences d'appui aux exploitations familiales agricoles au Nord Cameroun. Mémoire d'Ingénieur Agronome. Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) : Université de Dschang, Cameroun, 88 p.

Tchala, A. F., Kamga, A., Ndjoya J. (1994). La vulgarisation agricole au Cameroun : cas de la Recherche-Développement/Formation à l'Université de Dschang. Dschang, Cameroun: Université de Dschang, 40 p.

Tchouamo, I.R., Steele, R.E. (1997). Educational impact of Training and Visit extension system on small farmers in the West province of Cameroon. *Journal of International Agricultural and Extension Education*. 31-36

Van Den Ban, A. W., Hawkins, H.S., Browvers, J.H.A.M., Bonn, C.A.M. (1994). La vulgarisation Rurale en Afrique. Paris, France: CTA/KARTHALA, 373 p.